

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

TABLE DES MATIÈRES

Editorial 5

Jean-Pierre van Cutsem

Avocat au Barreau de Bruxelles, Président d'honneur de l'Association européenne des Avocats

Antoine Gosset-Grainville

Directeur général adjoint du Groupe Caisse des Dépôts

Michel Benichou, Jean-Marie Burguburu, Bernard Chambel, Jean-Michel Darrois, Louis Bernard Buchman, Jean Jacques Forrer

Délégation Française auprès du CCBE

Numéro spécial

Panorama du droit européen de la concurrence 13

L'Europe, les Avocats et la concurrence

Michel Benichou

Avocat au Barreau de Grenoble, Président de la Délégation française auprès du CCBE 13

L'arrêt *Tele 2 Polska* de la CJUE : la lettre contre l'esprit ?

Robert Saint-Esteben

Avocat au Barreau de Paris

Marc Pittie

Avocat aux Barreaux de Paris et Bruxelles 21

Quelques réflexions sur les procédures d'engagements dans le cadre de l'article 9 du règlement 1/2003/CE

Alexander Schaub

Ancien Directeur général des Directions générales « Concurrence » et « Marché Intérieur » de la Commission européenne

Patricia Kipiani

Avocate au Barreau de Bruxelles, Docteure en droit et enseignante à l'IEP de Rennes

Olivier Guersent

Ancien Directeur des services puis de la lutte anti-cartel à la Direction générale « Concurrence » de la Commission européenne 26

Accès des tiers aux documents communiqués lors d'une procédure de clémence : Comment concilier efficacité des programmes de clémence et droit à réparation des victimes d'un cartel ?

Antoine Choffel

Avocat au Barreau de Paris 31

Les sanctions pécuniaires pour infraction aux règles de concurrence

Des lignes directrices de la Commission européenne de 2006 au communiqué de l'Autorité française de la concurrence de 2011

Lorraine Donnedieu de Vabres-Tranié

Avocat au Barreau de Paris

Jean-François Bellis

Avocat au Barreau de Bruxelles 36

La certitude juridique et l'astreinte en matière de concurrence

Hugh Mercer

QC, Président du comité « Délégation permanente du CCBE auprès de la CJUE et de la Cour AELE » du CCBE

Antoine Winckler

Avocat aux Barreaux de Paris et de Bruxelles 39

Le droit au silence dans les procédures de concurrence

Eric Morgan de Rivery

Avocat aux Barreaux de Paris et Bruxelles

Etienne Chassaing

Avocat au Barreau de Paris 44

Gardiens des procédures administratives

Michael Albers

Conseiller auditeur à la Direction générale « Concurrence » de la Commission européenne

Dominique Avot

Conseiller auditeur à la Direction générale « Commerce » de la Commission européenne 48

Le Conseiller auditeur de l'Autorité de la concurrence française

Delphine Voillemot-Tranié

Juriste au sein d'une Direction juridique, Avocate au Barreau de New York 53

Les services d'intérêt économique général : modifications et perspectives

Xavier de Roux

Avocat honoraire, Ancien vice-Président de la Commission des Lois de l'Assemblée nationale 56

Antidumping et distorsions de concurrence au niveau international

Olivier Prost

Avocat aux Barreaux de Paris et Bruxelles 59

Les effets des règles de concurrence sur l'antidumping

Alexandre Thillier

Docteur en droit, Référendaire au Tribunal de l'Union européenne, Membre du Centre de Recherches Européennes

(CEDRE / IODE UMR CNRS 6262) de l'Université de Rennes 1 et du Centre d'excellence Jean Monnet de Rennes 63

L'actualité du droit de l'Union européenne 67

Bibliothèque 131

Informations générales 135

Nos formations 136

Autres manifestations 137

Nos partenaires 138

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délegation des Barreaux de France

Actualité du droit de l'Union européenne

SOMMAIRE

Concurrence	69
<i>Réforme des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'Etat, Services d'intérêt économique général</i>	69
<i>Entente, Application dans le temps de l'article 65 du traité CECA et du règlement 1/2003/CE</i>	69
<i>Aide d'Etat et abus de position dominante, Plainte, Absence de prise de position de la Commission européenne, Recours en carence</i>	70
<i>Aides d'Etat, Imputabilité à l'Etat, Critère de l'investisseur privé, Entreprise en difficulté</i>	71
<i>Aides d'Etat, Infrastructure aéroportuaire, Notion d'« entreprise » et d'« activité économique »</i>	73
<i>Entente, Marché des services d'acquisition des transactions effectuées par cartes de crédit ou de débit différé</i>	74
<i>Entente, Imputabilité du comportement infractionnel, Influence déterminante de la société mère sur la filiale, Majoration de l'amende</i>	75
Consommation	76
<i>Pratiques commerciales déloyales, Notion d'invitation à l'achat</i>	76
Contrats	78
<i>Droit européen des contrats</i>	78
Droit général de l'Union européenne	79
<i>Inexécution d'un arrêt de manquement, Astreinte, Marge d'appréciation de la Commission européenne</i>	79
<i>Recours en annulation, Intérêt à agir d'une entité régionale ou locale, Défaut d'affectation individuelle</i>	80
Droits fondamentaux	81
<i>Traite des êtres humains, Protection des victimes, Renforcement de la prévention</i>	81
<i>Violence à l'égard des femmes, Conseil de l'Europe</i>	82
<i>Charte des droits fondamentaux, Application</i>	83
<i>Pension de retraite, Discrimination en raison de l'orientation sexuelle</i>	83
Douane	85
<i>Poids déclaré, Poids réel, Contrôle des autorités douanières, Etendue</i>	85
Économie et finances	86
<i>Contrats de crédit relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel</i>	86
Fiscalité	86
<i>Coopération administrative en matière fiscale</i>	86
<i>TVA, Système commun, Mesures d'exécution</i>	87
<i>Impôt sur les sociétés, Assiette commune consolidée</i>	88
<i>Imposition intérieures, Principe de neutralité de la taxe, Discrimination</i>	89
Justice, liberté et sécurité	90
<i>Procédures pénales, Droit d'accès à un avocat, Droit de communiquer après l'arrestation</i>	90
<i>Politique migratoire de l'Union européenne</i>	91
<i>Régime d'asile européen commun</i>	92
<i>Régimes matrimoniaux, Partenariats enregistrés, Effets patrimoniaux</i>	93

Droits des victimes	94
<i>Mandat d'arrêt européen, Mise en œuvre</i>	95
<i>Migrations, Gouvernance de Schengen, Politique globale</i>	96
<i>Convention de Rome, Contrat individuel de travail, Loi applicable</i>	97
<i>Règlement « Bruxelles I », Compétence des juridictions, Validité des décisions d'organes d'une société</i>	98
<i>Séjour irrégulier de ressortissants de pays tiers, Ordre de quitter le territoire, Peine d'emprisonnement</i>	100
Libre circulation des capitaux	101
<i>Personnes morales établies dans un pays ou territoire d'outre-mer, Possession d'immeubles situés dans un Etat membre, Taxe sur la valeur vénale des immeubles</i>	101
Libre circulation des personnes	102
<i>Actes d'état civil, Règles de graphie nationales, Compétence des Etats membres</i>	102
<i>Citoyenneté européenne, Portée du droit de circuler et de séjourner sur le territoire d'un Etat membre</i>	104
Liberté d'établissement	106
<i>Installation de grands établissements commerciaux, Régime d'autorisation</i>	106
<i>Profession de notaire, Condition de nationalité, Non-participation à l'exercice de l'autorité publique</i>	107
<i>Reconnaissance des diplômes, Prise en considération de l'expérience professionnelle</i>	108
Libre prestation de services	110
<i>Expert judiciaire, Inscription sur des listes indicatives, Restriction à la liberté de prestation de services</i>	110
<i>Professions d'expert-comptable, Directive « Services », Interdiction de démarchage</i>	112
<i>Services de renseignements téléphoniques, Transmission de données, Protections des données à caractère personnel</i>	113
Marché intérieur	115
<i>Acte pour le marché unique, Douze chantiers pour stimuler la croissance</i>	115
<i>Jeux en ligne</i>	116
Marchés publics	117
<i>Concession de services, Marché de services, Définitions</i>	117
Profession	118
<i>Assurance-protection juridique, Libre choix de l'avocat, Limitation du remboursement des frais</i>	118
<i>Avocats, Tarifs maximaux obligatoires en matière d'honoraires, Absence d'entrave à l'accès au marché</i>	120
Propriété intellectuelle	120
<i>Création d'une protection par brevet unitaire, Modalités en matière de traduction</i>	120
<i>Cadre juridique applicable aux droits de propriété intellectuelle, Stratégie</i>	122
<i>Marque communautaire, Opposition, Appellation d'origine, Notion de « signe utilisé dans la vie des affaires dont la portée n'est pas seulement locale »</i>	123
<i>Marque communautaire, Portée des décisions des tribunaux nationaux</i>	125
Santé	126
<i>Droits des patients, Soins transfrontaliers, Coopération en matière de soins de santé</i>	126
Sociétés	127
<i>Gouvernance d'entreprise</i>	127
Transports	128
<i>Espace européen unique des transports, Renforcement de la compétitivité des transports, Réduction des gaz à effet de serre</i>	128